



**NATIONS UNIES**

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

---



Distr. GENERALE

E/ECA/CM.15/39

7 avril 1989

FRANCAIS

Original : FRANCAIS/ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-quatrième session de la Commission/  
quinzième réunion de la Conférence  
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)

6 - 10 avril 1989

**RAPPORT DE LA NEUVIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES  
MINISTRES DES PAYS AFRICAINS LES MOINS AVANCES**

## A. ORGANISATION ET PARTICIPATION

1. La neuvième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) les 4 et 5 avril 1989.

2. Les PMA africains suivants ont assisté à la réunion : Botswana, Bénin, Burundi, Burkina Faso, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad et Togo.

3. La France et la Yougoslavie étaient représentées par des observateurs.

4. Les représentants des organismes indiqués ci-après ont également participé à la réunion à titre d'observateurs : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); Département de l'Organisation des Nations Unies pour la coopération technique et le développement; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED); Organisation internationale du Travail (OIT); Programme alimentaire mondial (PAM); Organisation météorologique mondiale (OMM); Organisation mondiale de la santé (OMS); Banque mondiale (BIRD); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); Conseil mondial de l'alimentation; Banque islamique de développement (BID); Institut culturel africain (ICA); Organisation de l'aviation civile internationale (OACI); Organisation de l'unité africaine (OUA); Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA); Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); Fédération luthérienne mondiale et Agence panafricaine d'information (PANA).

## B. OUVERTURE DE LA REUNION

5. La réunion a été officiellement ouverte par le Camarade Mersie Ejigu, membre du Comité central du Parti des travailleurs d'Ethiopie, Ministre et Chef du Bureau du Comité national de la planification centrale. Après avoir souhaité la bienvenue en Ethiopie aux participants à la neuvième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés, il a souligné que la transformation structurelle était au coeur même du développement et que dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action, les transformations structurelles les plus importantes envisagées consistaient à réduire la dépendance de l'économie à l'égard d'un secteur unique - l'agriculture - et d'un seul produit d'exportation. Par ailleurs, des goulets d'étranglement intra- et intersectoriels tels que les droits fonciers et l'occupation des terres en agriculture, un stock de capital vieillissant et tributaire des importations dans l'industrie, la séparation physique entre les centres de production et de commercialisation en raison de réseaux de transport rudimentaires et l'insuffisance du personnel qualifié ont été généralement reconnus comme des domaines d'activité économique là où les marchés seuls ne pouvaient fournir une solution définitive. La réalisation de la transformation structurelle grâce à une planification économique délibérée était et demeure l'unique objectif essentiel d'une politique de développement dans les PMA.



6. Le Camarade Mersie a ajouté que les 4 % de croissance annuelle de la production agricole et le taux de croissance de 9 % prévu de la production industrielle envisagés dans le nouveau Programme substantiel d'action n'ont pas été réalisés. Au cours de la décennie, la plupart des PMA africains ont subi une série de chocs stochastiques dont les plus importants ont été une série de mauvaises récoltes dues à des conditions climatiques extrêmement mauvaises et une détérioration marquée des termes nets de l'échange. Le premier choc a entraîné l'augmentation de la facture des importations alimentaires et une baisse du stock de capital intérieur dans l'agriculture. Le deuxième a entraîné une baisse de l'utilisation des capacités dans l'industrie tout en provoquant une rupture des importations de matières premières et de biens intermédiaires. Surtout, les crises de devises ont révélé la faiblesse d'une stratégie d'industrialisation qui ne reposait pas sur une base adéquate, à savoir au moins une production assez importante de biens intermédiaires et de biens d'équipement. La nécessité d'effectuer des investissements visant à assurer la transformation et mettant l'accent sur l'interdépendance entre les secteurs et les branches d'activité industrielle était évidente à un moment où les PMA étaient obligés d'abandonner la majorité de leurs projets en raison d'une baisse draconienne des réserves de devises.

7. Le Camarade Mersie a posé les questions suivantes : Quelles sont les leçons à tirer de l'expérience des années 80 et dans quelle voie faudrait-il modifier les politiques pour réaliser la transformation économique et assurer le développement auto-entretenu au cours des années 90 ? La dévastation économique provoquée par les facteurs stochastiques que sont les conditions météorologiques et la fluctuation des recettes d'exportation au cours des années 80 devrait bien faire comprendre que la planification économique à long terme dans les PMA est impossible sans la mise en place de mécanismes endogènes pour absorber ces chocs. Le nouveau Programme substantiel d'action à l'origine soulignait la nécessité d'assurer la sécurité alimentaire et de ce fait devrait être le principal thème pour les années 90. Par ailleurs, il faut chercher aussi à assurer la sécurité aussi bien spatiale qu'au niveau des ménages en intégrant la production alimentaire, les aspects liés à la croissance du revenu et les plans de protection contre les catastrophes. Dans ce dernier domaine, il importe de mettre en place des systèmes précis d'alerte avancée, des stocks régulateurs décentralisés et élaborer des projets visant à fabriquer des produits d'équipement permettant de réduire les effets néfastes des catastrophes futures. La constitution d'un fonds national pour les secours d'urgence est un important aspect dans la stratégie de protection contre les catastrophes et visant à les prévenir.

8. Le Camarade Mersie a en outre souligné qu'il était nécessaire d'examiner de façon critique la signification économique relative des incitations en numéraire et sous d'autres formes à l'investissement et à la production agricole. Par ailleurs, les augmentations du cours des produits de base agricoles doivent être assorties d'un approvisionnement des campagnes en biens de consommation. Ce n'est ainsi que les augmentations des prix nominaux peuvent se traduire concrètement sur le bien-être des agriculteurs. La mise en place de moyens nationaux de traitement et de fabrication dans le domaine des biens de consommation essentiels est donc un corollaire indispensable à l'accroissement

de la production agricole totale. Autrement, les augmentations de prix agricoles ne feraient que déclencher une inflation qui porterait atteinte à la compétitivité sur le plan international et serait négative du fait de ses effets sur la répartition du revenu.

9. Le Camarade Mersie a indiqué que les efforts visant à diversifier la production minière et agricole se heurtent non seulement à des difficultés d'ordre technologique mais aussi à tout un arsenal de tarifs discriminatoires à l'égard des produits transformés sur les marchés des pays développés. La suppression de ces tarifs et d'autres restrictions quantitatives constituerait un pas important pour la promotion de diverses exportations en provenance des PMA. La réduction des fluctuations économiques - qu'il s'agisse de l'approvisionnement alimentaire ou des recettes d'exportation - est une condition nécessaire pour la planification économique à long terme dans les PMA. Ce n'est qu'en intériorisant ces chocs extérieurs qu'il sera possible de se sortir de la crise à court terme et de mettre l'accent sur l'investissement visant à assurer des transformations - en ce qui concerne l'industrialisation, l'irrigation, la protection de l'environnement, l'infrastructure, l'énergie, la recherche-développement et les politiques de population - ce qui permettra de se dégager d'une économie fossilisée pour entrer dans une économie dynamique. C'est seulement à ce moment que l'identification et la préparation des projets - tâches de longue haleine - pourront se poursuivre sans interruption. En outre, ce n'est que lorsqu'on se dégagera des chocs économiques débilissants que la capacité de planification propre pourra se développer grâce à un apprentissage pratique.

10. Dans une déclaration dont a donné lecture le Secrétaire général adjoint chargé du Département du développement économique et de la coopération, le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a exprimé sa gratitude d'avoir été convié à prendre part à ces travaux. Il a décrit ensuite l'environnement et la situation économiques qui prévalaient dans les PMA d'Afrique avec notamment un revenu par habitant inférieur à 300 dollars E.-U., un taux d'alphabétisation des adultes de seulement 20 % et une espérance de vie à la naissance de 45 ans. Il mettait également l'accent sur les effets pervers de l'effondrement des recettes d'exportation et du fléchissement des flux d'aides extérieures, malgré les engagements pris à la Conférence de Paris sur les PMA en 1981, ce qui avait aggravé la récession économique dans les pays africains les moins avancés.

11. Pour renverser ces différentes tendances les pays africains les moins avancés devaient continuer le combat contre le sous-développement en traduisant davantage dans les faits les objectifs et priorités du nouveau Programme substantiel d'action et ceux du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique ainsi que du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique qui s'inscrivaient pleinement dans le cadre du Plan d'action de Lagos. Ces programmes qui assignaient la responsabilité première dans le processus de développement économique aux pays africains eux-mêmes, devaient aboutir au renforcement des capacités intérieures de financement et de gestion ainsi qu'à la promotion d'une solidarité et d'une coopération horizontales entre les PMA d'Afrique. La capacité de négociation de ces derniers auprès des donateurs en serait largement confortée.



12. Le représentant de l'OUA a ensuite proposé une démarche en vue de préparer la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA. Cette démarche comporterait entre autres une évaluation exhaustive du NPSA, la définition d'une stratégie pour les années 90 et l'élaboration d'un calendrier détaillé des différentes phases préparatoires. Ces différentes phases devaient être menées en collaboration étroite avec les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de la CNUCED.

13. Dans son allocution, le Secrétaire exécutif, après avoir souhaité la bienvenue aux participants, a exprimé sa profonde gratitude au Gouvernement et au peuple de la République populaire et démocratique d'Ethiopie pour le soutien qu'il continue à apporter à la CEA pour assurer la bonne organisation de toutes ses réunions. Il a ensuite informé les participants que l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa quarante-troisième session tenue le 20 décembre 1988, a décidé d'inscrire la République populaire du Mozambique sur la liste des pays les moins avancés. Le Secrétaire exécutif a rappelé aux participants que la neuvième réunion de la Conférence des ministres se tenait à un moment où une décennie mouvementée s'achevait et où une autre qui risquait d'être encore plus critique commençait. A moins que des politiques et des réformes institutionnelles opportunes ne soient formulées et appliquées, la situation des PMA africains pourrait empirer et prendre des proportions insupportables. Les PMA africains devraient être réalistes en ce qui concerne les choix à opérer et reconnaître que pour progresser véritablement ils doivent opérer des changements structurels de très grande ampleur.

14. En passant en revue les résultats économiques des pays africains les moins avancés au cours des années 80, le Secrétaire exécutif a fait observer que la situation économique globale en 1988 demeurait aussi mauvaise qu'en 1981. La réapparition généralisée du protectionnisme continuait de fausser les marchés mondiaux comme jamais auparavant et de ce fait il était de plus en plus difficile aux petites nations pauvres de devenir des partenaires commerciaux valables. Il était paradoxal que tout en encourageant les PMA africains à dégager des excédents commerciaux pour assurer le service de leur dette, on leur ait interdit d'accéder aux marchés des pays développés en adoptant des mesures protectionnistes. Les résultats économiques ont en outre considérablement pâti de la récession provoquée par l'effondrement des cours internationaux des produits de base à la suite de diminutions brutales de la demande des produits primaires. En 1987, la dette extérieure, y compris le service de la dette, s'est située à 203,9 dollars par habitant, alors que le revenu par habitant n'était que de 221,4. Ces chiffres illustrent de façon dramatique la nécessité d'appuyer globalement au niveau international les mesures d'ajustement. Malheureusement, les efforts visant à rétablir la croissance économique, à atténuer la pauvreté et à résoudre les problèmes sociaux sont constamment compromis par l'insuffisance criarde de l'assistance extérieure à des conditions de faveur.

15. Outre la dette non amortie qui absorbe une portion considérable de l'épargne intérieure, la base imposable a été érodée par la baisse des revenus d'exportation. Les PMA ont enregistré une augmentation de leur taux d'épargne intérieure qui est passé de 4,1 % en moyenne au cours de la période 1980-1984

à 8,2 % en 1988. Ces moyennes globales masquent cependant les résultats des pays pris individuellement puisque près de la moitié des PMA africains ont enregistré des taux négatifs d'épargne intérieure de 1980 à 1988. Vingt-cinq des 28 PMA avaient un taux d'investissement supérieur de 10 % à leur PIB annuel tandis que sept d'entre eux seulement ont dépassé le seuil d'épargne. Il en est résulté que les PMA étaient collectivement tributaires du monde extérieur à 57 % pour le financement de la formation de capital fixe.

16. Passant en revue les progrès accomplis dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action, le Secrétaire exécutif a réaffirmé que le coût total des projets et programmes de développement de la décennie présentés par 21 PMA africains à la Conférence de Paris en 1981 était de 133 milliards de dollars E.-U., aux prix de 1980, dont 81 milliards de dollars, soit 60 %, représentaient leurs besoins de financement extérieur. Le montant total des flux financiers nets, y compris les flux de ressources à l'intention des sept nouveaux PMA, a atteint en moyenne 4,97 milliards de dollars E.-U. par an entre 1981 et 1987. Ce montant est manifestement très inférieur à l'aide extérieure annuelle minimum nécessaire aux économies des PMA. Le nouveau Programme substantiel d'action proposait que les donateurs visent à consacrer 0,15 % de leur PNB à l'aide publique au développement, ou à doubler ces flux à l'intention des PMA avant 1985. Toutefois, l'aide publique totale au développement du Comité (d'aide au développement) a stagné à 0,08 % du PNB entre 1981 et 1985. Les flux de ressources consenties à des conditions commerciales, notamment les crédits à l'exportation, se sont pratiquement épuisés au cours des années 80 et il devient de plus en plus difficile d'assurer le service des prêts accordés à des conditions très favorables. En effet, les subventions ne peuvent être utilisées avec le maximum d'effets lorsque les conditions imposées limitent l'utilisation des fonds à l'acquisition de services et produits très onéreux provenant des pays donateurs.

17. Face à l'insuffisance des flux de ressources au cours des années 80, le Secrétaire exécutif s'est à juste titre demandé jusqu'où les PMA africains pourraient supporter davantage de pression et dans quelle mesure les personnes les plus démunies de ces pays pourront encore réduire leur niveau de vie déjà bas. A la fin de 1987, la dette extérieure totale des 28 PMA d'Afrique était estimée à 40,16 milliards de dollars E.-U.. Si le montant de cette dette peut sembler modeste, il n'en représente pas moins 90,5 % du PNB global des PMA africains en 1987, ce qui indique que les emprunts n'ont pas entraîné une expansion correspondante des capacités productives. Le commerce seul n'a jamais et ne pourra jamais générer suffisamment de ressources pour financer le développement. La récession actuelle a clairement démontré que la prospérité d'une partie du monde ne se transmet pas nécessairement, et si tel était le cas, pas rapidement aux autres régions. L'argument historique selon lequel la prospérité relative que connaît un hémisphère pourrait se transmettre aux autres hémisphères grâce au commerce international a été de plus en plus falsifié. Par conséquent, pour maintenir l'essor pris en matière de développement, les pays les plus pauvres d'Afrique devraient, au cours des années 90, bénéficier d'un flux substantiel de ressources. La communauté des donateurs doit mettre fin à ses atermoiements. Les pays les moins avancés d'Afrique ont des problèmes structurels profonds qui nécessitent des programmes spéciaux dont la portée et l'intensité devraient être conformes aux plans et priorités nationaux.



Motion de remerciements des délégations présentes au peuple et au Gouvernement de la République populaire et démocratique d'Ethiopie [point 1 d) de l'ordre du jour]

18. Au nom des délégations présentes, le Ministre du Plan de la République de Guinée-Bissau a remercié le Gouvernement et le peuple de la République populaire et démocratique d'Ethiopie pour la chaleur de l'accueil, les installations et services habituellement accordés pour assurer le succès des réunions tenues à Addis-Abeba. Il a ensuite rappelé l'importance de ces assises qui survenaient à un moment crucial du développement économique et social des pays africains les moins avancés avec notamment les besoins pressants d'ajustement structurel qui s'étaient faits jour et la nécessité de définir une position africaine commune avant la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA.

Election du bureau (point 2 de l'ordre du jour)

19. La Conférence a élu le bureau suivant :

Président : Lesotho

Vice-Président : Ouganda

Rapporteur : Soudan

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (point 3 de l'ordre du jour)

20. La Conférence a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion :

a) Allocution du Camarade Mersie Ejigu, membre du Comité central du Parti des travailleurs d'Ethiopie, Ministre et Chef du Bureau du Comité national de planification centrale;

b) Allocution du Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, Monsieur Ide Oumarou;

c) Allocution du Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la CEA, Monsieur Adebayo Adedeji.

2. Election du bureau.

3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.

4. Admission de la République populaire du Mozambique comme PMA (Discours de bienvenue du Président de la neuvième Conférence).

5. Examen du rapport et de la résolution du Comité intergouvernemental d'experts, Addis-Abeba, 22-24 mars 1989 (document E/ECA/LDCs.9/2).

6. Examen et adoption de la Déclaration de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés préparatoire de la deuxième Conférence des Nations Unies pour les politiques et mesures visant à accélérer le processus de développement dans les PMA pendant les années 90 (document E/ECA/LDCs.9/2/Add.1).
7. Programme pour la préparation de la position africaine en vue de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.
8. Examen et adoption du rapport de la Conférence.
9. Clôture de la réunion.

Admission de la République populaire du Mozambique dans le groupe des pays africains les moins avancés (point 4 de l'ordre du jour)

21. Le Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique a souhaité la bienvenue à la République populaire du Mozambique dans le groupe des pays africains les moins avancés. Il a rappelé que cet acte, moins que réjouissant, témoignait de l'aggravation de la crise économique et sociale en Afrique. Il a souhaité que l'appartenance au groupe des PMA ne soit qu'un passage temporaire afin que les pays puissent s'affranchir des contraintes qui les avaient identifiés comme faisant partie des moins avancés.

22. Le représentant de la République populaire du Mozambique a signalé à la Conférence que le Ministre du Plan de son pays ferait une déclaration au cours des débats.

Examen du rapport et de la résolution de la huitième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés (point 5 de l'ordre du jour)

23. Le Président du Comité intergouvernemental d'experts a présenté le rapport et la résolution de la huitième réunion de ce comité. Attirant l'attention de la Conférence sur le fait que la huitième réunion avait décidé dans la résolution 643 (XXIII) de consacrer la neuvième Conférence à la préparation de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA; il a indiqué que la réunion d'experts était saisie de quatre documents principaux : Etude des conditions économiques et sociales dans les pays africains les moins avancés, 1980-1989 et perspectives pour 1989-1990; Examen de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés 1981-1989 et politiques et mesures pour les années 90; Croissance et structure des institutions financières dans les pays africains les moins avancés et Examen des activités de la CEA pour la période 1988-1989 et du programme de travail 1990-1991 en faveur des pays africains les moins avancés. Après avoir examiné ces documents, le Comité d'experts avait adopté un certain nombre de recommandations qui figuraient dans le rapport soumis à la Conférence et avait rédigé un projet de déclaration sur les politiques et mesures visant à accélérer le processus de développement dans les PMA pendant les années 90 ainsi qu'une résolution sur le renforcement du Programme spécial de la CEA en faveur des PMA.



24. Au cours des débats qui ont suivi, les délégations ont félicité le secrétariat et le Comité d'experts pour la qualité du document E/ECA/LDCs.9/2). Concernant l'Etude des conditions économiques et sociales dans les pays africains les moins avancés 1980-1988 et les perspectives pour la période 1989-1990 (doc. E/CEA/LDCs.9/EXP/8/2) la Conférence a noté l'inadéquation des agrégats utilisés pour donner une évaluation précise de la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés. Les indicateurs sociaux, tels que ceux sur l'emploi, les taux de scolarisation dans les enseignements primaire, secondaire et supérieur et sur la santé, ne figuraient pas dans le document. Ces indicateurs déterminaient la situation réelle de la population mieux que de simples taux de croissance du PIB.

25. Se référant aux paragraphes 29 et 30 du rapport des experts concernant les données disponibles et leur traitement, la Conférence s'est préoccupée du fait que le secrétariat avait rencontré des difficultés pour traiter les données, en raison d'un manque de ressources. La Conférence a donc demandé que des ressources suffisantes soient mises à la disposition du secrétariat pour qu'il améliore ses capacités de traitement des données. Cela lui permettrait d'aider plus efficacement les PMA à préparer la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA, laquelle bénéficierait en outre d'apports de la CNUCED et d'autres organismes et institutions, susceptibles d'améliorer la base de données. Dans le cadre de la collecte et du traitement des données statistiques, la priorité devrait être accordée aux statistiques démographiques conformément aux recommandations de la vingt-cinquième réunion de la Commission de la population du Conseil économique et social.

26. Un représentant, citant le cas de son pays, a déclaré que le financement extérieur était d'une importance cruciale même pour les PMA qui s'étaient engagés dans un développement économique indépendant, intégré et auto-entretenu. Les programmes d'ajustement exigeaient entre autres, la réduction des déficits budgétaires mais une telle réduction, sans un apport de ressources extérieures entraînerait la contraction de certaines dépenses essentielles au maintien d'un minimum incompressible de développement économique et social.

27. La Conférence a mis l'accent sur les difficultés qu'il y avait à faire ressortir les spécificités de chaque pays en raison de l'insuffisance des données. Elle a souhaité qu'une telle étude soit enrichie d'études qualitatives, telles que celles sur l'impact des programmes d'ajustement structurel sur les économies des pays africains les moins avancés. Il a été fait observer toutefois que le rapport sur les conditions économiques et sociales dans les pays africains les moins avancés était le résumé d'un document de base qui avait été distribué aux délégations.

28. En réponse aux différentes questions soulevées, le secrétariat a fait observer que les analyses de tendances présentées restaient pertinentes dans la mesure où elles décrivaient la gravité de la crise économique et sociale qui sévissait dans les PMA d'Afrique. Par exemple, un taux de croissance annuelle du PIB en termes réels de 0,4 %, un taux de croissance démographique de 2,3 % entraînait une réduction de moitié du PIB par habitant au bout de 20 ans. Au niveau des données, se posait un problème de cohérence et de fiabilité et le secrétariat a pris note des amendements.

29. La Conférence a déploré le faible taux de réalisation du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays africains les moins avancés. Les PMA avaient pris les mesures nécessaires au niveau national pour une bonne exécution du NPSA mais la communauté des donateurs n'avait pas tenu ses engagements, en ce qui concerne notamment les flux d'APD. L'insuffisance des apports financiers pouvait être imputée entre autres : a) au manque d'engagements fermes de la part des donateurs et b) au manque de mécanismes effectifs de suivi aussi bien pour la mobilisation que pour l'évolution des conditionnalités.

30. La Conférence a noté que les facteurs suivants avaient entraîné l'échec du NPSA pour les années 80. Parmi les facteurs internes, elle a cité les difficultés à prendre en compte le NPSA dans la préparation des programmes nationaux de développement, des problèmes de gestion économique, la faible capacité d'absorption et l'inadéquation des politiques nationales de mobilisation des ressources. Les facteurs exogènes qui avaient entravé le succès du NPSA avaient été : a) les conditions climatiques et autres catastrophes naturelles; b) la marginalisation des objectifs du NPSA dans les programmes d'aide aussi bien au niveau bilatéral qu'au niveau des groupes consultatifs et des tables rondes; et c) l'introduction des programmes d'ajustement structurel sans tenir compte de la situation particulière du groupe des PMA. En outre il a été noté que les institutions financières internationales ne reconnaissent pas la liste des PMA telle que définie par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Ces programmes s'avéraient incompatibles avec le NPSA dans la mesure où les politiques qu'ils préconisaient notamment la réduction de l'emploi et des salaires dans le secteur public, l'accroissement des prix des biens de consommation courante et la contraction des dépenses publiques sur les services de base tels que la santé et l'éducation allaient à l'encontre des objectifs sociaux fixés par le NPSA.

31. La Conférence a rappelé les recommandations de la réunion de haut niveau de personnalités éminentes tenue en septembre 1988 à la Haye (Pays-Bas) ainsi que celles de la table ronde internationale sur le développement socio-économique des PMA et l'interdépendance Nord-Sud tenue à Athènes les 18 et 19 avril 1988 ainsi que le Sommet des sept pays industrialisés qui a eu lieu à Venise en juillet 1988. La Conférence a convenu que ces assises avaient mis l'accent sur les moyens d'aider les PMA à sortir de leur situation actuelle pour réaliser un développement soutenu et alléger le poids de leur dette extérieure.

32. La Conférence a vivement recommandé qu'il y ait une participation effective au plus haut niveau des PMA d'Afrique aux réunions préparatoires de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA et l'a estimé souhaitable.

33. La Conférence a émis des réserves à propos du paragraphe 53 du document E/ECA/LDCs.9/2 et a fait observer que les subventions des taux d'intérêt constituaient un facteur important pour les agriculteurs de son pays. Le représentant du secrétariat a répondu que le document intitulé "Croissance et structure des institutions financières des PMA africains" ne préconisait pas la suppression des subventions. Ce qui ressortait du document était que les taux d'intérêt pratiqués par les institutions financières des PMA africains, notamment des banques de développement, étaient fortement subventionnés, au



point qu'ils couvraient à peine les coûts de fonctionnement. C'est ainsi qu'une banque agricole recevait parfois du gouvernement des prêts sans intérêt ou des facilités de réescompte à bon marché de la Banque centrale. La question qui se posait était donc celle-ci : une institution financière devrait-elle pratiquer des taux d'intérêt faibles parce que ses coûts étaient peu élevés? La réponse à cette question était évidemment négative. En effet, ce point de vue ne tenait pas compte du coût d'opportunité de l'argent, des risques liés au change lorsque les prêts étaient en devises, les risques de défaut de paiement et le coût réel des frais de personnel supportés par l'institution financière. Par conséquent, il convenait de souligner que les besoins en crédit du public ne devraient pas être dissociés de la viabilité de l'institution accordant le prêt.

34. En outre, les subventions du crédit agricole avaient rarement entraîné un accroissement notable du rendement. Le faible rendement du secteur agricole serait dû moins à un certain nombre de rigidités structurelles qu'aux taux d'intérêt eux-mêmes. La plupart des agriculteurs n'avaient pas besoin d'un crédit bon marché pour adopter des solutions novatrices tant que le marché de leur production était porteur. Quelles conclusions pouvait-on tirer de tous ces arguments? Faute de politiques judicieuses et intégrées en matière de prix, de commercialisation, de distribution et de stockage et sans la fourniture d'intrants suffisants, subventionner le crédit pourrait produire des effets contraires. Tant que les gouvernements n'en prendraient pas conscience et n'agiraient pas en conséquence, les agriculteurs continueraient de bénéficier de prêts sans pour autant que leur rendement augmente. Le représentant du secrétariat a rappelé que la fixation des taux d'intérêt dépendait des conditions propres à chaque pays. Il fallait garder à l'esprit que des taux d'intérêt trop élevés ralentissaient généralement la croissance économique en réduisant la demande d'investissement. Les conséquences de taux d'intérêt plus élevés que les niveaux acceptables par l'économie devraient donc être soigneusement examinées. Des taux d'intérêt trop faibles pourraient être préjudiciables à la mobilisation des ressources. Etant donné ces relations complexes, l'Etat devait manifestement coordonner ses politiques monétaire, budgétaire et commerciale.

35. Un autre représentant a proposé que dans la première phrase du paragraphe 54, le membre de phrase "taux d'intérêt nominaux faibles" soit remplacé par "taux d'intérêt faibles ou négatifs". Il a été également convenu de supprimer la dernière phrase du paragraphe 54.

36. Les représentants ont souhaité que le programme de travail de la CEA pour la période 1990-1991 se concentre sur la préparation de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA et sur la mise en place des mécanismes de suivi des recommandations qui y seront faites. Ils ont également pris note de la disponibilité du secrétariat à fournir aux pays intéressés une assistance technique dans les différents domaines d'intervention des divisions organiques.

Examen et adoption de la Déclaration de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés préparatoire à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les politiques et mesures visant à accélérer le processus du développement dans les PMA pendant les années 90 (point 6 de l'ordre du jour)

37. La Conférence a estimé qu'il fallait améliorer la Déclaration en y incluant une recommandation sur les politiques et mesures relatives au programme à long terme pour les années 90 qui pourrait incorporer l'élément de phase immédiate pour la période 1991-1993. Elle a en outre indiqué que puisque le NPSA demeurerait valable, pour les années 90 au moins, l'objectif fixé en ce qui concerne la production globale, la croissance sectorielle et les flux d'aide extérieure, n'était pas hors de la portée des PMA et de la communauté des donateurs. Il a été souligné qu'il convenait de poursuivre le Programme global d'action pour les années 90 en modifiant de façon appropriée les objectifs sur la base d'analyses adéquates.

Programme pour la préparation de la position africaine pour la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (point 7 de l'ordre du jour)

38. Un représentant du secrétariat a présenté le calendrier des réunions préparatoires à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Il s'agissait : a) de la réunion des experts gouvernementaux des PMA et des pays donateurs et institutions d'assistance technique et financière multilatérales et bilatérales prévue à Genève du 22 au 31 mai 1989; b) de la réunion du Groupe intergouvernemental de la CNUCED sur les PMA (Comité préparatoire de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA) devant se tenir également à Genève du 26 mars au 6 avril 1990, succédant à la dixième réunion de la Conférence des ministres des PMA d'Afrique et c) de la réunion consultative des ministres des pays africains les moins avancés qui aurait à mettre sous sa forme finale la position africaine.

39. Trois documents devraient être soumis à ces assises pour leur mise à jour et leur adoption avant d'être portés à la Conférence de Paris : l'examen de la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés au cours de la période 1980-1988 et perspectives pour les années 1989-1990, l'examen de la mise en oeuvre du NPSA au cours des années 80 et des recommandations en matière de politique pour les années 90 et de la Déclaration de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés définissant la position africaine sur les politiques et mesures visant à accélérer le processus de développement dans les PMA pendant les années 90. Un appel a été lancé au PNUD et au secrétariat de la CNUCED afin d'élargir la contribution du secrétariat de la CEA dans la préparation des monographies et de l'évaluation du NPSA au niveau des PMA pris individuellement. Cela supposait la couverture de plus de trois pays par la CEA comme c'est le cas en ce moment et l'obtention de ressources auprès du PNUD pour le financement notamment d'une partie des frais de la réunion des ministres de juillet 1990.

40. L'observateur de la France a informé la Conférence des dispositions prises ou en cours d'être prises en vue de préparer la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA. Il a fait part de la nomination d'un ambassadeur chargé



de coordonner tous les aspects de l'organisation et du déroulement de la Conférence en liaison avec la CNUCED. Il a signalé que la France entendait mener une action de sensibilisation auprès des autres pays donateurs et des institutions multilatérales et jouer un rôle actif pendant les réunions préparatoires, en particulier celle de Genève du 22 au 31 mai 1989.

41. Se référant à la résolution 42/177 de l'Assemblée générale des Nations Unies qui désignait la CNUCED comme le point focal pour l'organisation de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA, le représentant de la CNUCED a rappelé à la Conférence des dispositions préparatoires déjà prises. Une réunion d'éminentes personnalités s'était tenue en septembre 1989 à La Haye. Pour 1989 il était prévu : a) une réunion d'experts sur les rôles des entreprises publiques; b) des organisations non gouvernementales; c) des femmes dans le développement dans les PMA et d) une réunion sur le commerce et la coopération économique et technique entre les PMA et les pays socialistes de l'Europe de l'Est.

42. Au niveau national, le secrétariat de la CNUCED, avec l'appui financier du PNUD et du Gouvernement de la Norvège, aidait les PMA à élaborer les mémoires par pays. Au niveau régional, en plus de la présente session des ministres africains, une réunion similaire aurait lieu au niveau des PMA de l'Asie et du Pacifique. Les préparatifs de la réunion des experts gouvernementaux des pays donateurs et des institutions d'assistance technique et financière bilatérales et multilatérales, prévue du 22 au 31 mai 1989, étaient en cours et celle du comité préparatoire de la Conférence aurait lieu du 26 mars au 6 avril 1990. Les frais de voyage et les indemnités de subsistance seront payés pour deux délégués de chaque PMA par la CNUCED sur financement du PNUD. Il a demandé aux PMA africains d'assurer leur participation effective et au plus haut niveau. Il a conclu en précisant que la coopération entre la CEA, l'OUA et la CNUCED allait s'intensifier.

43. Le représentant de l'OUA a donné un calendrier des phases préparatoires à la Conférence. Celui-ci était en conformité avec ce qui avait été arrêté au niveau du secrétariat de la CEA.

Examen et adoption du rapport de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés (point 8 de l'ordre du jour)

44. La Conférence a examiné et adopté son rapport, la résolution et la Déclaration après les avoir amendés.

Clôture de la réunion (point 9 de l'ordre du jour)

45. En clôturant la réunion, le Président de la neuvième réunion de la Conférence des ministres a rappelé aux participants que la "Déclaration" que la Conférence avait adoptée sur les politiques et mesures visant à accélérer le processus du développement dans les PMA pendant les années 90 définissait la position de négociation lors des réunions préparatoires de haut niveau, d'abord des experts gouvernementaux des pays donateurs et des institutions de financement multilatérales et bilatérales et des institutions techniques

avec les représentants des PMA à Genève du 22 au 31 mai 1989 et ensuite avec le Groupe intergouvernemental de la CNUCED sur les PMA du 26 mars au 6 avril 1990. Le Président a par conséquent prié le Groupe africain à Genève de respecter les directives et d'agir en conséquence pour définir la position globale des PMA sous l'égide du Groupe des 77 au cours des réunions préparatoires. Le Président a exprimé ses remerciements au Secrétaire exécutif de la CEA et à ses collaborateurs pour l'excellente documentation fournie à la réunion et pour les avis donnés au cours des travaux et il a ensuite déclaré la neuvième réunion de la Conférence des ministres close.



Annexe I

PROJET DE RESOLUTION

MESURES VISANT A RENFORCER LE PROGRAMME SPECIAL DE LA COMMISSION  
ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE EN FAVEUR DES PAYS AFRICAINS LES  
MOINS AVANCES, ENCLAVES ET INSULAIRES

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 42/177 de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 11 décembre 1987, qui donnait pour mandat à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés d'envisager, de formuler et d'adopter des mesures appropriées, aux niveaux national et international, en vue d'accélérer durant les années 90 le processus de développement dans les pays les moins avancés,

Rappelant également sa résolution 397 (XV) du 12 avril 1980, par laquelle elle demandait au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de créer d'urgence un service doté du personnel approprié au sein du secrétariat de la Commission qui serait responsable des activités de fonds et des travaux techniques continus de l'appui fonctionnel et des services consultatifs devant être exécutés dans les pays africains les moins avancés, dans le contexte du nouveau Programme substantiel d'action,

Rappelant en outre sa résolution 457 (XVII) par laquelle elle priait le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'effectuer, à la demande des gouvernements, des études qui aideraient les pays africains les moins avancés, entre autres, à formuler des plans et programmes sur la base de méthodes de planification adéquates,

Consciente du fait que le nombre des pays africains les moins avancés est passé de 21 en 1981 à 28 en 1988, ce qui suppose l'extension du programme de travail et davantage de responsabilité en matière de fourniture d'une assistance technique et de services consultatifs ainsi que d'autres éléments centraux du programme spécial de la Commission en faveur des pays les moins avancés,

Constatant que les effectifs actuels ne permettent pas de répondre aux besoins d'assistance du nombre accru de pays africains les moins avancés,

1. Remercie l'Assemblée générale des Nations Unies d'avoir inscrit des ressources en personnel au budget ordinaire de la Commission pour créer au sein de son secrétariat la section des pays les moins avancés;

2. Engage le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à prévoir des ressources supplémentaires en personnel pour renforcer le programme spécial de la Commission économique pour l'Afrique en faveur des pays africains les moins avancés, de façon à permettre au secrétariat de répondre efficacement aux besoins en assistance des pays africains les moins avancés dans le cadre du programme relatif aux pays les moins avancés pour les années 90;

3. Prend note avec satisfaction de la collaboration existant entre la Commission économique pour l'Afrique, la CNUCED et le Programme des Nations Unies pour le développement en ce qui concerne l'aide aux pays africains les moins avancés concernant les préparatifs de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés;

4. Prie instamment l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de fournir à la Commission économique pour l'Afrique, dans le cadre du cinquième cycle de programmation (1992-1996), les ressources nécessaires à l'exécution de programmes et de projets dans le contexte du programme d'action immédiate (1991-1995) proposé, en tant qu'élément du programme relatif aux pays les moins avancés pour les années 90, par la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés dans sa Déclaration préparatoire de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés;

5. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'assurer l'application de la présente résolution et de faire rapport à ce sujet à la onzième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés.



DECLARATION SUR LES POLITIQUES ET MESURES VISANT A ACCELERER LE PROCESSUS  
DE DEVELOPPEMENT DANS LES PMA PENDANT LES ANNEES 90 DE LA CONFERENCE  
DES MINISTRES DES PAYS AFRICAINS LES MOINS AVANCES PREPARATOIRE  
DE LA DEUXIEME CONFERENCE DES NATIONS UNIES  
LES MOINS AVANCES

ADOPTEE A SA NEUVIEME REUNION TENUE A ADDIS-ABEBA (ETHIOPIE)  
LES 4 ET 5 AVRIL 1989

AUX FINS DE PRESENTATION AUX REUNIONS PREPARATOIRES DE HAUT NIVEAU  
DE LA DEUXIEME CONFERENCE DES NATIONS UNIES  
SUR LES PAYS LES MOINS AVANCES

Préambule

1. Nous, ministres responsables du développement économique et de la planification des pays africains les moins avancés, réunis à Addis-Abeba les 4 et 5 avril 1989 à l'occasion de notre neuvième réunion, agissant au nom de nos gouvernements et de nos peuples dans l'esprit de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, avons examiné les progrès accomplis dans l'application du nouveau Programme substantiel d'action.
2. Nous sommes vivement préoccupés devant la détérioration de la situation socio-économique de nos pays, qui se caractérise par une croissance économique très faible et des progrès médiocres en matière de développement, avec pour conséquences une baisse persistante du revenu par habitant.
3. Nous sommes vivement préoccupés par la détérioration de l'environnement économique international, en ce qui concerne en particulier : a) la chute persistante des cours des produits primaires, qui nuit considérablement à nos recettes d'exportation; b) la baisse de l'aide extérieure globale, en particulier de l'aide publique au développement (APD) et le durcissement des conditions de l'assistance; c) l'alourdissement du fardeau de la dette; et d) l'aggravation de ce problème par de très mauvaises conditions climatiques et les problèmes liés aux réfugiés.
4. La combinaison de tous ces facteurs a porté de 21 à 28, en 1988, le nombre des PMA africains et a conduit la plupart de nos pays au bord de l'effondrement économique, malgré tous nos efforts passés et actuels.
5. Nous réaffirmons avec force que nous sommes responsables au premier chef du développement de nos économies. C'est pourquoi, afin de rétablir la croissance et le développement, nous avons appliqué à nos économies les réformes générales et les ajustements nécessaires, souvent douloureux.
6. Nous apprécions particulièrement la réaction de la communauté de donateurs qui a fourni l'aide nécessaire aux pays nécessitant des secours d'urgence et a appuyé les activités de redressement et de reconstruction prévues dans nos programmes d'ajustement ou de redressement économique.
7. Nous sommes toutefois alarmés de constater que l'esprit qui prévalait à la Conférence de Paris de 1981 sur les pays les moins avancés n'a pas été pleinement maintenu. Les engagements de la communauté internationale n'ont pas été tenus et les réalisations sont loin d'être à la hauteur de nos attentes. C'est ce que nous avons fait prévaloir dans notre "Mémoire" présenté en septembre 1985 au Groupe intergouvernemental d'experts de la CNUCED sur les PMA, consacré à l'examen global à mi-parcours du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80.
8. En dépit des développements décevants ci-dessus, nous réaffirmons notre attachement au nouveau Programme substantiel d'action, qui reste un cadre valable pour la prise de mesures par les PMA eux-mêmes, et au niveau international, afin d'apporter les changements nécessaires à l'amélioration du niveau de vie des populations des PMA.



9. En conséquence, nous nous réjouissons de la tenue de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui procédera à un examen global du nouveau Programme substantiel d'action, afin d'examiner, mettre au point et adopter des politiques et mesures appropriées, tant au niveau national qu'international, afin d'accélérer le processus de développement des pays les moins avancés (PMA) pendant les années 90, conformément aux objectifs socio-économiques nationaux à long terme, et aux dispositions de la résolution 42/177 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1987. C'est la tenue de cette importante réunion qui nous a conduits à élaborer la présente déclaration, dans l'espoir que la communauté internationale considérera les propositions qu'elle contient comme un cadre adéquat propre à apporter les changements nécessaires dans les PMA africains.

I. Résultats globaux de l'économie des PMA africains pendant la période 1981-1988

10. Le taux de croissance économique des PMA africains a baissé pendant les années 80 à cause de l'aggravation de la crise économique et des effets des calamités et catastrophes naturelles, en particulier la réapparition de la sécheresse après 1982. Le taux de croissance annuel moyen du PIB global n'a été que de 0,99 %, en termes réels, pendant la période 1981-1984, contre 2,5 % pour la période 1975-1980. Après l'amélioration de la pluviosité, en 1985, qui s'est traduite par un net redressement de la production agricole, principale source de valeur ajoutée pour la majorité des PMA africains, le taux de croissance du PIB s'est situé à 3,8 % en 1985-1986, puis à 3,6 % en 1986-1987, pour tomber cependant à 2,1 %, en 1987-1988. Quant au PIB par habitant, il est tombé d'une moyenne de 236,7 dollars des Etats-Unis pendant la période 1980-1984 à 220,9 dollars en 1987-1988 pour l'ensemble des PMA.

11. Le nouveau Programme recommandait pour les PMA un taux de croissance annuel minimum de 4 % pour le secteur de l'agriculture pendant les années 80, objectif que le Groupe des PMA africains n'a atteint qu'en 1986, avec une augmentation annuelle de la production agricole de 6,1 %.

12. Le secteur manufacturier n'a enregistré en valeur ajoutée qu'une augmentation annuelle moyenne de 2,4 % entre 1980 et 1986, moyenne qui est tombée à 0,4 % en 1987. A cause des difficultés croissantes à importer des matières premières, des pièces de rechange et du matériel, du fait du manque de devises, le taux d'utilisation de la capacité industrielle a été très faible et même, dans certains cas, il a fallu fermer des établissements industriels.

13. La détérioration rapide du secteur extérieur des PMA africains pendant les années 80 a eu un effet négatif sur leurs structures économiques déjà fragiles. La contraction de la demande mondiale de produits primaires, souvent due à des politiques protectionnistes, jointe à la chute des cours des produits de base, a eu pour effet de réduire sensiblement les recettes d'exportation. C'est pourquoi les PMA africains ont connu des problèmes chroniques de balance des paiements.

14. Le problème de la dette des PMA africains s'est considérablement aggravé au cours des années 80. Evaluée à 13,3 milliards de dollars en 1980, la dette extérieure totale des 28 PMA africains, y compris les encours des crédits du FMI, avait atteint 40 milliards 160 millions de dollars à la fin de 1987. En moyenne, les paiements au titre du service de la dette représentaient environ 10 % du PIB combiné du groupe des PMA pendant la période 1981-1988.

15. De nombreux PMA africains ont été gravement touchés par la sécheresse et d'autres catastrophes naturelles. En 1983-1984, 16 PMA sur les 24 pays africains les plus gravement touchés étaient lourdement tributaires de l'aide alimentaire. En 1985, les seules importations de vivres ont absorbé plus de 25 % du total des recettes d'exportation des PMA africains en question.

## II. Application du nouveau Programme substantiel d'action dans les PMA africains

16. Au chapitre premier du nouveau Programme substantiel d'action, les PMA étaient appelés à adopter des politiques et mesures appropriées, et notamment à mobiliser des ressources intérieures, pour exécuter leurs programmes de développement. Depuis 1981, tous les PMA africains ont pris d'importantes mesures de réformes pour relancer leur économie. Pour améliorer la production agricole, en particulier les cultures vivrières, les prix à la production ont été systématiquement révisés à la hausse et, afin de stimuler les agriculteurs, les intrants de base ont été fournis à temps. Les entreprises publiques, qui constituent une charge pour le budget de l'Etat, ont été privatisées ou des mesures ont été mises en place pour accroître leur efficacité. S'agissant de la mobilisation des ressources intérieures, les taux d'intérêt ont été réaménagés pour encourager l'épargne intérieure et des mesures ont été prises pour élargir l'assiette fiscale. On s'est efforcé de réduire le déficit budgétaire en gelant ou en réduisant l'emploi dans le secteur public.

17. Les difficultés persistantes de paiements extérieurs auxquelles se heurtaient les PMA africains ont amené un certain nombre d'entre eux à adopter des mesures de stabilisation à court terme. L'absence d'une perspective à long terme bien articulée dans les trains de mesures prescrits par le FMI a aggravé le risque de négliger les infrastructures et autres facteurs structurels, ce qui a gravement entravé la croissance économique à long terme. De surcroît, les programmes n'ont pas été suffisamment financés par les donateurs, en partie à cause de l'arrêt des décaissements à mi-parcours dans les cas où les PMA ne peuvent satisfaire les conditionalités et les critères d'efficacité, ou si le droit d'accès aux ressources du Fonds leur est refusé à cause de leurs arriérés. En conséquence, la suspension des décaissements des ressources et le temps perdu à renégocier les accords ont réduit l'efficacité et hypothéqué les perspectives de succès.

18. Au niveau régional, en tant qu'Etats membres de l'OUA, les PMA ont adopté le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, en juillet 1985 et, en juin 1986, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, pour faire



face à la crise économique du continent. Les objectifs et priorités énoncés dans ces programmes vont dans le sens de ceux du nouveau Programme substantiel d'action. Des mesures appropriées ont été adoptées afin d'appliquer judicieusement ces programmes, encore qu'avec des moyens propres et externes très limités.

19. Conformément aux paragraphes 110 et 111 du nouveau Programme, tous les PMA africains ont désigné des centres de coordination nationaux, généralement les ministères de la planification et du développement économique, afin d'assurer la coordination de l'aide au développement et autres mesures d'appui internationales et de coordonner l'aide avec les donateurs pour le compte du gouvernement. Les dispositifs administratifs nécessaires ont été institués pour s'occuper de la coordination interne et des consultations avec les donateurs. Les plans de développement ont été réaménagés, les priorités redéfinies et les projets d'investissements publics conçus de façon réaliste conformément à la capacité d'absorption des PMA. Certains plans et programmes de développement ont servi de base au dialogue politique à l'occasion de tables rondes et de réunions de groupes consultatifs organisées par les PMA pour mobiliser les ressources extérieures.

20. En 1981, le coût total des projets et programmes de développement national soumis par 21 PMA africains à la Conférence de Paris était de 133 milliards de dollars (aux prix de 1980) pour la période 1981-1990, dont 60 % ou 81 milliards constituaient l'élément de financement extérieur. Avec l'adjonction de 5 pays africains en 1982, la CEA évaluait le financement extérieur requis pour appuyer le nouveau Programme dans les 26 PMA à 96,5 milliards de dollars, soit un flux annuel d'au moins 8,6 milliards pendant la période 1981-1987. Le total des apports financiers nets n'était en moyenne que de quelque 4 milliards 970 millions de dollars par an, y compris les ressources en faveur du Mozambique et de la Mauritanie, récemment ajoutés à la liste des PMA, ne s'élevait en moyenne qu'à 4,97 milliards de dollars entre 1981 et 1987, ce qui est bien en deçà de l'aide extérieure annuelle minimum de plus de 10 milliards de dollars qu'exige une transformation profonde de l'économie des PMA.

21. Il était proposé dans le nouveau Programme que les donateurs visent à consacrer 0,15 % de leur PNB aux PMA au titre de l'aide publique au développement, ou de doubler pour 1985 leur APD totale à ces pays par rapport aux chiffres de 1975-1980. D'une manière générale, l'APD du CAD a stagné à 0,08 % du PNB pendant la période 1980-1985. Toutefois, depuis 1981, quelques donateurs n'ont cessé de dépasser ce seuil et certains ont enregistré des progrès importants. D'autres donateurs du CAD, qui n'avaient accepté ni l'objectif ni le calendrier, restent cependant à la traîne. A titre de comparaison, les flux d'APD de l'OPEP, en pourcentage du PIB des donateurs, ont dépassé l'objectif fixé dans le nouveau Programme pendant la période 1981-1987.

22. Il est stipulé au paragraphe 70 du nouveau Programme substantiel d'action que la bonne exécution du programme exigera des améliorations substantielles des pratiques et de la gestion en matière d'assistance, et en particulier

la fourniture d'une aide sous forme de dons et de prêts à des conditions extrêmement libérales. Depuis 1981, la part de l'APD à des conditions libérales du CAD dans le total du flux de ressources vers les PMA a régulièrement augmenté - sauf en 1982 et en 1984 - et, en 1986, cette part était de 91 %. L'élément dons de l'aide à des conditions libérales du CAD est passé de 86 % en 1981 à 89 % en 1986. La norme de 86 % fixée par le CAD pour les PMA a été observée pour la plus grande partie de l'assistance bilatérale fournie par les pays membres de l'OCDE.

23. Nous sommes reconnaissants aux organismes chefs de file, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale, pour l'appui financier et technique qu'ils ont fournis aux PMA africains en organisant des tables rondes et des réunions de groupes consultatifs. Cependant, certains pays n'ont pas encore été en mesure d'organiser ces réunions et nous engageons donc les organismes chefs de file à faire preuve de dynamisme à cet égard.

24. Nous sommes également reconnaissants à la communauté des donateurs pour sa participation aux réunions d'évaluation tenues à ce jour. Les donateurs ont continué de se montrer très critiques à l'égard des priorités en matière de projets et de la capacité d'absorption des PMA concernant les programmes d'investissements publics. Cependant, le dialogue politique a conduit à une meilleure compréhension de cadres macro-économiques des PMA et a instauré une meilleure appréciation de leurs besoins en matière d'aide. Dans l'ensemble, les annonces de contributions à moyen terme ont été suffisantes et sont venues s'ajouter à des crédits à court terme à décaissement rapide et à une aide à l'importation pour les pays appliquant des mesures d'ajustement. Le décaissement effectif des crédits d'assistance a cependant été plutôt lent et insuffisant par rapport aux exigences des programmes d'investissements publics, ce qui a nui à l'exécution des programmes ainsi qu'à la croissance économique et aux perspectives de développement dans tous les PMA africains.

25. Nous constatons avec satisfaction que certains donateurs ont pris des mesures dans le contexte de la résolution 165(S-IX) du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED en annulant la dette au titre de l'APD ou en prenant des mesures d'allègement équivalentes en faveur d'un certain nombre de PMA africains.

26. D'une manière générale, les dispositions du chapitre II relatives aux mesures d'appui international sont loin d'être intégralement respectées. Il s'agit des éléments suivants : a) objectifs d'aide financière de l'APD bilatérale; b) augmentations suffisantes de l'allocation aux PMA de programmes d'aide multilatérale; c) création de nouveaux mécanismes visant à accroître les transferts financiers vers les PMA; d) amélioration des modalités de l'aide; e) amélioration des mesures et pratiques commerciales en vigueur (telles que protectionnisme, accords sur les produits de base, compensation au titre des déficits dans les recettes à l'exportation); f) élimination des goulets d'étranglement dans les transports et les communications; et g) transfert et mise au point de technologies.



27. L'expérience décevante des années 80 ne fait que renforcer la nécessité de procéder à une évaluation et à un examen global du nouveau Programme et d'étudier, formuler et adopter, aux niveaux national et international, des politiques et mesures appropriées pour accélérer le processus de développement dans les PMA au cours des années 90, conformément aux objectifs socio-économiques nationaux à long terme.

### III. Politiques et mesures proposées pour les années 90

#### A. Programme d'action immédiate, 1991-1993

28. Les économies des PMA africains sont extrêmement fragiles, vulnérables et davantage exposées aux chocs extérieurs, à la sécheresse et aux catastrophes naturelles que celles des autres pays en développement. Compte tenu de l'expérience des années 80, il est devenu impératif de lancer un Programme d'action immédiate pour la période 1991-1993, qui soit partie intégrante du Programme global d'action pour les années 90, et qui porte sur la mise en place d'un système de planification préalable des situations d'urgence, le redressement et la reconstruction de leurs économies, tout en sauvegardant l'exécution des plans et programmes de développement à moyen et à long terme. Ses principaux éléments devraient être les suivants :

##### 1. Mesures au niveau national

29. Les PMA africains continueront d'appliquer les mesures macro-économiques et sectorielles nécessaires afin de réaliser un redressement satisfaisant et d'ouvrir la voie à une croissance et à un développement auto-entretenu, ce qui implique, au niveau national, une gestion macro-économique efficace et notamment la mobilisation et l'utilisation efficiente des ressources financières, humaines et matérielles.

30. Au niveau sectoriel, l'accent sera mis sur les éléments suivants :

a) Redressement et reconstruction du secteur alimentaire et agricole : Combinaison de stimulants et, en particulier, des prix à la production rémunérateurs et un accès aisé des agriculteurs au crédit; développement et soutien des petites exploitations; extension des superficies cultivables au moyen de programmes d'irrigation à petite échelle et grâce à des régimes fonciers appropriés; mesures adéquates en vue du développement des sous-secteurs de l'élevage, des pêches et de l'exploitation forestière; mise au point et application de technologies appropriées dans le secteur; recherche agricole appliquée, notamment mise au point de variétés de cultures vivrières à haut rendement et résistantes à la sécheresse; amélioration des services de vulgarisation; protection de l'environnement, en particulier par des mesures de conservation des sols et de lutte contre la désertification, etc.;

b) Mesures de relance du secteur industriel : Développement des industries d'appui à l'agriculture et renforcement des relations interindustrielles verticales; développement des petites et moyennes

entreprises et autres industries fondées sur les ressources autochtones; restructuration du secteur, notamment diversification des exportations; et amélioration des capacités de gestion;

c) Remise en état des infrastructures et de l'équipement existant : Routes, en particulier voies de desserte, matériel de transport; amélioration des infrastructures et services de communication dans le contexte du Réseau panafricain de télécommunication (PANAFTEL) et du Programme régional africain de communication par satellite (RASCOM);

d) Mesures visant à améliorer la gestion économique et financière : Libéralisation des politiques de prix et des circuits de commercialisation; politiques financières et budgétaires et application d'autres instruments financiers et monétaires appropriés;

e) Mesures concernant la mise en valeur et l'utilisation efficace des ressources humaines : Visant essentiellement les techniciens et dirigeants des niveaux moyen et supérieur, et les autres compétences indispensables dans le processus de développement;

f) Renforcement des mesures visant à intégrer la femme dans le processus de développement et à assurer la mobilisation et la participation de l'ensemble de la population dans le processus de développement.

## 2. Mesures d'appui international

31. Il est demandé à la communauté internationale de soutenir le Programme d'action immédiate, en adoptant les mesures fondamentales suivantes :

a) Fourniture d'une aide d'urgence et prise en charge de toutes les dépenses afférentes à la gestion des opérations de secours menées en cas de crises alimentaires et autres;

b) Dans l'esprit de la réunion des sept principaux pays industrialisés, tenue à Toronto en juin 1988, et des nouvelles propositions internationales sur la dette du tiers monde, l'annulation totale des obligations au titre du service de la dette extérieure des PMA africains;

c) Volume adéquat d'aide financière sous la forme de dons en fonction des besoins immédiats identifiés, y compris le financement compensatoire de la balance des paiements au titre des déficits d'exportation;

d) Augmentation de la part allouée aux PMA africains par les institutions multilatérales de financement, dont l'Association pour le développement international (AID), le Mécanisme spécial en faveur de l'Afrique subsaharienne, le Programme spécial d'action de la Banque mondiale, de création récente, et le Mécanisme d'ajustement structurel élargi (MASE) du FMI. Les ressources devraient être aisément accessibles et dégagées sans conditions. Il faudrait augmenter les décaissements des institutions financières multilatérales de façon à accroître sensiblement les décaissements nets en faveur des PMA africains;



e) Une plus grande souplesse et une augmentation de la part des ressources destinées aux PMA africains dans le cadre des mécanismes existants de financement compensatoire des déficits d'exportation et un meilleur accès de leurs produits primaires d'exportation aux marchés des pays industrialisés; la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires.

B. Programme global d'action pour les années 90

32. Les objectifs du nouveau Programme substantiel d'action, consistant notamment à introduire de profonds changements structurels dans les PMA africains n'ont pas été pleinement réalisés. En plus des contraintes d'ordre structurel, d'autres facteurs ont contribué au repli des années 80, tels que la sécheresse persistante; la détérioration des termes de l'échange; le faible niveau des recettes d'exportation; la fuite des capitaux et l'insuffisance de l'aide publique au développement et des autres flux de ressources; et l'augmentation des obligations au titre de la dette extérieure. Tous ces facteurs restent les principaux obstacles au développement des PMA, si bien que les objectifs du nouveau Programme d'action restent valables au moins pendant la durée des années 90. Les objectifs du nouveau Programme d'action ne sont hors d'atteinte ni pour les PMA africains ni pour la communauté internationale et il convient de n'épargner aucun effort pour les réaliser au cours des années 90.

33. Nous accueillons avec satisfaction l'adoption du Programme global d'action pour les PMA pour les années 90, dont le thème central est la réduction de la pauvreté et la satisfaction des besoins essentiels des populations des PMA. Un tel programme doit être fondé sur des obligations mutuelles et sur l'engagement de la communauté internationale et des PMA eux-mêmes de créer un environnement propice au redressement et au développement auto-entretenus.

1. Mesures au niveau national

34. Les PMA réaffirment qu'ils sont les responsables au premier chef de leur développement global. Dans ce contexte, il leur revient de concevoir, d'élaborer et d'appliquer au niveau national des politiques macro-économiques, dans le cadre d'objectifs économiques et sociaux nationaux visant une transformation structurelle profonde des économies des PMA dans les années 90.

35. Les PMA africains doivent appliquer les mesures d'ajustement nécessaire sur la base de la "Solution africaine de rechange aux programmes d'ajustement structurel (SARPAS) : un cadre pour la transformation et le redressement", qui est axé sur les objectifs de transformation structurelle et de développement à long terme.

36. Les PMA doivent élaborer et appliquer des programmes et projets conduisant au développement de leur capacité de production et permettant d'accroître sensiblement leur revenu afin de fournir, sur le plan intérieur, un niveau de vie minimum acceptable pour les populations des PMA.

37. Des efforts concertés doivent être déployés en vue d'améliorer le potentiel de planification et la capacité des PMA à formuler et à appliquer leurs plans et programmes.

38. Les pays les moins avancés doivent mobiliser et utiliser de façon efficace leurs ressources locales et doivent notamment promouvoir la mise en valeur et l'utilisation efficace des ressources humaines.

39. Nous renouvelons notre appui au "Plan régional alimentaire pour l'Afrique", afin non seulement d'atteindre l'objectif d'autosuffisance alimentaire, mais également de dégager des surplus adéquats, dans le cadre d'une stratégie de planification préalable des crises alimentaires et de programmes sous-régionaux et régionaux de sécurité alimentaire. Le pivot de ces programmes devrait être un programme global comprenant la production, la transformation, la distribution et la commercialisation des produits alimentaires et agricoles; il devrait être soutenu par des investissements adéquats, des programmes d'irrigation, et les institutions d'appui à l'agriculture, l'amélioration des services de vulgarisation, une combinaison de stimulants aux agriculteurs; la mise au point et l'application de technologies appropriées; et l'éducation et la formation.

40. Nous souscrivons à la proclamation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique pour les années 90. Le programme de cette Décennie devra mettre l'accent sur la mise en place d'une infrastructure industrielle solide, avec des liens importants avec le secteur agricole, afin d'assurer l'exploitation maximale des matières premières locales. La priorité doit être donnée au développement et à la promotion des petites et moyennes entreprises et autres industries basées sur les ressources autochtones, et à la stimulation des activités du secteur non structuré.

41. Nous souscrivons également à la proclamation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique pour les années 90. Le programme de la Décennie devra notamment porter sur le développement d'un potentiel autochtone de construction et d'entretien de tous les modes de transport et infrastructure de communication, afin de faciliter la distribution et la commercialisation des biens et services. En particulier il faudra développer les systèmes de transport multimodal afin de faciliter le commerce de transit des PMA africains enclavés et insulaires.

42. Compte tenu du potentiel énergétique considérable des PMA africains, il convient de tout mettre en oeuvre en vue d'explorer et d'exploiter les ressources énergétiques, en particulier les sources d'énergie renouvelable.

43. Nous réitérons notre engagement à supprimer l'analphabétisme; à fournir des soins de santé primaire pour tous; à promouvoir la pleine intégration de la femme dans le processus de développement et la participation de la population des PMA au processus de développement.



2. Mesures d'appui internationales

44. L'environnement international défavorable dans les années 80 a aggravé le problème des ressources des PMA africains : insuffisance des flux d'aide publique au développement; contraction de la demande et diminution des prix des produits de base ayant pour effet un niveau extrêmement bas des recettes d'exportation; renforcement du protectionnisme; manque de souplesse des mécanismes de financement compensatoire des recettes d'exportation; et augmentation des obligations au titre du service de la dette extérieure. L'aide internationale dans ces domaines au cours des années 90 devra être souple et adaptée aux efforts globaux de développement des PMA.

45. Il est demandé instamment à la communauté internationale de soutenir sans réserve et de façon effective le programme global d'action en faveur des PMA pour les années 90 et d'accorder une aide financière aux PMA à des niveaux et à des conditions qui répondent aux besoins de leur développement à court et à long terme. Les donateurs devraient admettre que les objectifs d'aide, qui seront fixés à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA, constituent le minimum nécessaire à la menée à bonne fin du programme.

46. A titre prioritaire, la communauté internationale devrait i) appuyer les efforts déployés par les PMA pour équilibrer aussi bien le volet intérieur que le volet extérieur de leurs économies; ii) aider à maximiser l'utilisation de la capacité de leurs unités de production; iii) appuyer leurs efforts visant à accroître la production alimentaire par habitant; iv) compte tenu des problèmes auxquels les PMA se heurtent en matière d'énergie, fournir une assistance financière et technique pour les travaux de recherche, de prospection et de mise en valeur relatifs aux ressources énergétiques.

47. Les institutions d'aide multilatérale compétentes devraient étudier de nouveaux mécanismes et de nouvelles dispositions en vue de susciter un accroissement des transferts de capitaux vers les PMA. Le soutien à la balance des paiements et au budget ne doit pas être utilisé pour imposer des conditions résultant en coûts sociaux et politiques qui éloignent les PMA de leurs grands objectifs de développement.

48. Nous reconnaissons que certains PMA africains ont conclu avec le FMI des accords en vigueur jusqu'au début des années 90 et nous demandons instamment au FMI de réviser constamment les principes qui fondent ses conditions pour refléter les priorités sociales, économiques et politiques des PMA africains compte tenu du cadre africain de rechange pour l'ajustement structurel.

49. Tous les pays donateurs sont vivement engagés à prendre des dispositions en vue d'accorder aux PMA une aide publique au développement (APD) sous la forme de subventions et à leur consentir des prêts à des conditions très libérales, au moins aussi libérales que celles des prêts accordés par l'IDA. En outre, ils devraient d'urgence prendre des mesures pour octroyer une APD, des prêts et des subventions aux PMA sans discrimination, pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide et pour supprimer les délais entre la prise d'engagement et les paiements.

50. Pour ce qui est des mesures commerciales, les pays développés devraient faire le nécessaire pour développer les exportations des PMA et en particulier faire bénéficier ces exportations d'un meilleur traitement dans le cadre du Système généralisé de préférences en ayant pour objectif de leur fournir un accès en franchise de droits, assouplir les exigences des règles d'origine et supprimer les barrières non tarifaires en ce qui les concerne et faciliter l'adhésion des PMA à des accords et des ententes dans le cadre de négociations commerciales multilatérales.

51. S'agissant du financement compensatoire des déficits des PMA à l'exportation, les pays développés devraient envisager d'améliorer les programmes bilatéraux et multilatéraux du Stabex en tenant compte de l'importation de produits primaires provenant des PMA africains.

52. Dans le cadre du financement compensatoire du FMI, il faudrait envisager de dispositions spéciales prévoyant une couverture totale des déficits à l'exportation, des subventions pour le paiement des intérêts sur des tirages non réglés et une période de remboursement de 10 ans avec une période de franchise de cinq ans.

53. Compte tenu de la coopération économique Sud-Sud et du principe de l'autosuffisance collective, les pays en développement qui sont en position de le faire devraient fournir aux PMA une assistance dans les domaines suivants :

a) Octroi d'un traitement préférentiel, dans le cadre du Système généralisé de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC), aux importations en provenance de PMA africains;

b) Prestation d'assistance pour mettre en valeur les potentialités de production des PMA, notamment de production alimentaire et énergétique et de production de biens manufacturés;

c) Fourniture, à des conditions préférentielles et à un coût minimum, des résultats de mises au point scientifiques et technologiques répondant aux besoins du développement des PMA;

d) Promotion et développement, en association avec les PMA, d'entreprises mettant en jeu un transfert d'équipement et de technologie, dans le cadre d'accords bilatéraux à long terme ou d'arrangements spéciaux.

54. La communauté internationale devrait accorder une assistance financière et matérielle conséquente aux PMA exposés aux catastrophes naturelles en vue de compléter les efforts des pays frappés par ces catastrophes.

C. Dispositions relatives à la deuxième Conférence  
des Nations Unies sur les PMA

55. Nous chargeons les secrétariats de la CEA et de l'OUA, en collaboration avec la CNUCED, d'établir le cadre nécessaire à des négociations interrégionales entre tous les PMA au sujet de l'ordre du jour de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, et d'informer



les PMA des autres régions de cette aspiration des PMA africains. En particulier, les réunions des experts gouvernementaux des pays donateurs et les institutions d'aide financière et technique bilatérale, auxquelles seront présents des représentants des PMA, qui doivent se tenir à Genève du 22 au 31 mai 1989, la réunion du Groupe intergouvernemental de la CNUCED sur les PMA (comité préparatoire de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA), qui doit se tenir à Genève du 26 mars au 6 avril 1990, ainsi que la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA, devant se tenir à Paris du 3 au 14 septembre 1990, fournissent une excellente occasion d'adopter une position commune au sujet des politiques et mesures nationales et internationales propres à accélérer le développement des PMA pendant les années 90.

#### IV. Conclusions

56. Nous, ministres responsables du développement économique et de la planification des pays africains les moins avancés, réaffirmons une fois de plus avec force que la responsabilité première du développement global de nos pays incombe au premier chef à nos gouvernements. Nous sommes résolus à poursuivre nos efforts pour introduire les mesures d'ajustement nécessaires au rétablissement de la croissance et du développement.

57. Nous engageons cependant la communauté internationale à tenir ses engagements. A cet égard, le Programme d'action immédiat proposé pour 1991-1995 dans le cadre du programme de la Décennie des années 90 constitue l'ensemble de mesures minimum qui doit permettre à nos pays de se relever suffisamment et de jeter les bases d'une croissance et d'un développement économiques auto-entretenus. Les mesures à prendre sont à la portée de la communauté internationale et nous ne doutons pas qu'elle réagira positivement.

58. Enfin, nous sommes convaincus que le succès de toutes stratégies et politiques découlant de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA pendant les années 90 sera fonction d'engagements s'étayant les uns les autres et de la volonté de la communauté internationale et des PMA eux-mêmes de créer un environnement propice au redressement et à une croissance économique et un développement autonomes. Cette coopération en matière de développement doit viser essentiellement à élever le niveau de vie de l'ensemble des populations des PMA.